

Déclaration de Paris Évaluation au niveau des pays République du Sénégal

Rapport d'évaluation final

Présenté à :
L'atelier de partage de l'évaluation de la Déclaration de Paris

Préparé par l'équipe d'évaluation :
Guay Madeleine - Consultante canadienne
Meier Werner - Consultant canadien
Ndiaye Amacodou - Consultant sénégalais
Niang Birahim Bouna - Consultant sénégalais

Méthodologie de l'Évaluation

- Respect du mandat international et spécifique pour l'évaluation au niveau Sénégal, production d'une Note d'orientation ;
- Échantillonnage de 11 interventions : trois (3) en éducation, quatre (4) en agriculture, deux (2) en gouvernance économique et deux (2) appuis budgétaires;
- Collecte de données auprès des trois parties prenantes principaux : Partenaires Techniques et Financiers (PTF) (11), structures gouvernementales (13) et autres acteurs nationaux (12), associés directement ou non aux interventions;
- Une synthèse des réponses a facilité la comparaison des comportements, par triangulation, et l'analyse des convergences et divergences.
- Des projets de recommandations articulés aux principes, aux capacités et incitations

January 23, 2008

4

Introduction

- Adoptée lors du 2ème Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide en mars 2005 proposant des objectifs et 12 indicateurs ciblés à atteindre avant 2010;
- Les principes et les engagements portent sur:
 - l'harmonisation;
 - l'alignement;
 - l'appropriation;
 - la gestion axée sur les résultats
 - la responsabilité mutuelle.

January 23, 2008

2

Limites de l'Évaluation

- Certaines contraintes ont été rencontrées qui ont causé un délai de deux semaines dans la collecte de données, notamment ;
 - le faible niveau d'information sur le contexte de l'APD au Sénégal ;
 - le faible niveau d'information sur les interventions au développement dans les secteurs ciblés ;
 - le faible niveau de sensibilisation de l'importance de l'évaluation parmi les unités de coordination du gouvernement et autres acteurs nationaux ; et
 - la non-disponibilité de certains acteurs (Koweït, Chine, et la Direction de l'enseignement moyen général etc.).

January 23, 2008

5

Introduction

- Un processus d'évaluation est prévu à différentes étapes entre 2005 et 2010, dont :
 - Enquête de données de référence en 2006 auprès de 34 pays avec Rapport Synthèse et chapitres par pays;
 - La première phase d'évaluation portant sur dix pays partenaires et dix agences de développement bilatérales et multilatérales en vue de tirer des enseignements dans la perspective du 3ème Forum de Haut Niveau qui aura lieu à Accra en 2008;
 - Un programme de suivi de la mise en œuvre avec des enquêtes en 2008 et 2010.

January 23, 2008

3

Clarté de la DP - Constats

- Les résultats sur la clarté de la DP sont mitigés dans l'ensemble pour chacune des parties prenantes.
 - La DP apparaît relativement claire pour les PTF qui émettent toutefois des réserves sur certains indicateurs;
 - La DP est jugée claire par le gouvernement mais l'enquête a révélé que la compréhension des indicateurs est relativement limitée;
 - Les autres acteurs nationaux qui sont insuffisamment impliqués dans la conception et la mise en œuvre des principes de la DP souffrent d'un déficit d'information;

January 23, 2008

6

Pertinence de la DP - Constats

- Les différentes parties prenantes estiment généralement que la DP est pertinente dans la mesure où les principes sur lesquels elle repose sont susceptibles de résoudre le problème d'efficacité de l'aide ;
 - Parmi les répondants, plusieurs structures sectorielles et autres acteurs nationaux ont jugé ne pas avoir l'information suffisante pour répondre.
- Les PTF et les autres acteurs nationaux ont émis des critiques communes vis-à-vis les modalités de mise en œuvre de la DP.
 - Le faible rôle donné aux autres acteurs nationaux dans les engagements de la DP;
 - la pertinence d'éliminer les Unités de gestion parallèles (UGP) a été remise en cause.

Appropriation - Constats

- Les PTF, les structures gouvernementales et les autres acteurs nationaux s'accordent sur l'importance fondamentale du principe de l'appropriation.
- Les PTF et les autres acteurs nationaux attendent beaucoup de l'implication du gouvernement pour jouer le rôle de coordination qui lui revient.
- Pour sa part, le gouvernement souhaite un meilleur appui des PTF pour renforcer ce rôle et certains éléments clés du principe de l'appropriation dont le processus d'élaboration des CDMT.
- Certains acteurs nationaux estiment que l'ouverture vers la société civile et le secteur privé est relativement limitée, le dialogue se faisant surtout entre les PTF et le gouvernement.

January 23, 2008

10

Cohérence de la DP - Constats

- Hormis le problème des UGP, la DP n'a pas d'éléments incohérents selon les parties prenantes.
 - Parmi les répondants, plusieurs structures sectorielles et autres acteurs nationaux ont jugé ne pas avoir l'information suffisante pour répondre.
- L'appréciation positive des parties prenantes n'est pas fondée sur des études ou des analyses empiriques;

Appropriation – Recommandations

- Placer la coordination politique de la DP sous le ressort de la Primature.
- Renforcer les rôles techniques de la Direction du Budget et/ou de la Direction Générale des Finances en matière de GAR, de la Direction de la Comptabilité Publique et du Trésor en matière d'alignement et ceux de la DCEF dans les autres aspects que sont l'appropriation, l'harmonisation, de responsabilité mutuelle ; impliquer la Direction de la Planification et l'Agence Nationale de Statistique et de la Démographie (ANSD).
- Renforcer la CSPLP dans ses fonctions de conseil au MEF et d'appui à la coordination de la mise en œuvre optimale de la stratégie de réduction de la pauvreté et dans son rôle de suivi de la mise en œuvre de la DP.

January 23, 2008

11

Utilité de la DP - Recommandations

- Une politique de communication nationale mise en œuvre notamment en faveur des autres acteurs nationaux;
- Inscrire la question des indicateurs, notamment ceux plus problématiques portant sur l'alignement, pour examen à l'ordre du jour dans le cadre du Plan d'action et d'harmonisation de l'aide afin de voir leur faisabilité ;
- Elaboration d'études ou d'analyses empiriques sur le bien fondé de la DP.

Appropriation – Recommandations (suite)

- Organiser la participation des autres structures nationales (société civile au sens large, les parlementaires, les syndicats de travailleurs et de patrons) en leur octroyant un rôle précis et des missions précises dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris.
- Procéder à un renforcement du dialogue politique en organisant et en planifiant les discussions entre le gouvernement et les PTF.

January 23, 2008

12

Gestion Axée sur les Résultats - Recommandations

- Appuyer le processus CDMT.
- Harmoniser les méthodologies GAR en tirant partie des expériences en cours au sein des approches-programmes et projets.
- Organiser le partage des expériences du gouvernement et des PTF

January 23, 2008

19

Capacités - Constats

- Les PTF sont bien informés des engagements de la DP et disposent des capacités nécessaires à la mise en œuvre.
- Il y a une transformation de l'organisation du travail des PTF (décentralisation opérations, nouvelles procédures de transfert des ressources, nouvelles compétences requises, par exemple, expertise orientée vers gestion macroéconomique).
 - cependant la délégation de pouvoir est généralement insuffisante pour faciliter la mise en œuvre de la DP;
- Les structures gouvernementales sont sensibles aux enjeux de la DP et marquent leur adhésion au processus.
 - Elles devraient cependant bénéficier d'une mise à niveau, notamment les structures sectorielles, pour assurer le succès du processus;
- La coordination des actions de renforcement des capacités et la promotion de la concertation sont nécessaires pour donner à la DP une dimension nationale.

Responsabilité mutuelle - Constats

- La responsabilité mutuelle n'est pas seulement à discuter entre les partenaires techniques et financiers (PTF) et le gouvernement.
- Les autres acteurs nationaux doivent participer, notamment dans le cadre des évaluations.

January 23, 2008

20

Capacités - Recommandations

- Procéder à une plus grande décentralisation de la prise de décision des PTF du siège vers les acteurs évoluant sur le terrain;
- Définir et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités aussi bien pour le gouvernement que pour les autres acteurs nationaux;
- Renforcer et institutionnaliser la concertation entre les parties prenantes;

Responsabilité mutuelle - Recommandations

- Développer une dynamique de partage des expériences, de relevée des bonnes pratiques aussi bien entre structures du gouvernement qu'entre les PTF pour résoudre les divergences et améliorer la mise en œuvre de la DP.
- Faciliter le contrôle citoyen par le financement public d'évaluations initiées par les autres acteurs nationaux

January 23, 2008

21

Incitatifs - Constats

- Les systèmes d'incitatifs des parties prenantes ne sont pas liés à la mise à œuvre de la DP;
- Les traitements différenciés des Unités de gestion et les systèmes d'incitatifs au sein du gouvernement sont défavorables à la mise en œuvre de la DP.

January 23, 2008

24

Incitatifs - Recommandations

- Procéder à la réévaluation des systèmes de motivation au sein de l'administration et des Unités de projets;
- Analyser la pertinence de la mise en place d'un système d'incitatifs intrinsèque à la DP .

Double

Déclaration de Paris Évaluation au niveau des pays République du Sénégal

Rapport d'évaluation final

Présenté à :
L'atelier de partage de l'évaluation de la Déclaration de Paris

Préparé par l'équipe d'évaluation :
Guay Madeleine - Consultante canadienne
Meier Werner - Consultant canadien
Ndiaye Amacodou - Consultant sénégalais
Niang Birahim Bouna - Consultant sénégalais

Méthodologie de l'Évaluation

- Respect du mandat international et spécifique pour l'évaluation au niveau Sénégal, production d'une Note d'orientation ;
- Échantillonnage de 11 interventions : trois (3) en éducation, quatre (4) en agriculture, deux (2) en gouvernance économique et deux (2) appuis budgétaires;
- Collecte de données auprès des trois parties prenantes principaux : Partenaires Techniques et Financiers (PTF) (11), structures gouvernementales (13) et autres acteurs nationaux (12), associés directement ou non aux interventions;
- Une synthèse des réponses a facilité la comparaison des comportements, par triangulation, et l'analyse des convergences et divergences.
- Des projets de recommandations articulés aux principes, aux capacités et incitations

January 23, 2008

4

Introduction

- Adoptée lors du 2ème Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide en mars 2005 proposant des objectifs et 12 indicateurs ciblés à atteindre avant 2010;
- Les principes et les engagements portent sur:
 - l'harmonisation;
 - l'alignement;
 - l'appropriation;
 - la gestion axée sur les résultats
 - la responsabilité mutuelle.

January 23, 2008

2

Limites de l'Évaluation

- Certaines contraintes ont été rencontrées qui ont causé un délai de deux semaines dans la collecte de données, notamment ;
 - le faible niveau d'information sur le contexte de l'APD au Sénégal ;
 - le faible niveau d'information sur les interventions au développement dans les secteurs ciblés ;
 - le faible niveau de sensibilisation de l'importance de l'évaluation parmi les unités de coordination du gouvernement et autres acteurs nationaux ; et
 - la non-disponibilité de certains acteurs (Koweït, Chine, et la Direction de l'enseignement moyen général etc.).

January 23, 2008

5

Introduction

- Un processus d'évaluation est prévu à différentes étapes entre 2005 et 2010, dont :
 - Enquête de données de référence en 2006 auprès de 34 pays avec Rapport Synthèse et chapitres par pays;
 - La première phase d'évaluation portant sur dix pays partenaires et dix agences de développement bilatérales et multilatérales en vue de tirer des enseignements dans la perspective du 3ème Forum de Haut Niveau qui aura lieu à Accra en 2008;
 - Un programme de suivi de la mise en œuvre avec des enquêtes en 2008 et 2010.

January 23, 2008

3

Clarté de la DP - Constats

- Les résultats sur la clarté de la DP sont mitigés dans l'ensemble pour chacune des parties prenantes.
 - La DP apparaît relativement claire pour les PTF qui émettent toutefois des réserves sur certains indicateurs;
 - La DP est jugée claire par le gouvernement mais l'enquête a révélé que la compréhension des indicateurs est relativement limitée;
 - Les autres acteurs nationaux qui sont insuffisamment impliqués dans la conception et la mise en œuvre des principes de la DP souffrent d'un déficit d'information;

January 23, 2008

6

Alignement - Constats

- Les parties prenantes sont partagées entre deux attitudes :
 - Malgré une confiance mitigée envers les systèmes nationaux:
 - des PTF augmentent le rythme de leur utilisation en vue de les renforcer;
 - les autres ne les utilisent pas et œuvrent au renforcement des systèmes;
 - Le gouvernement est partagé à savoir si le rythme des réformes est trop rapide et s'il vaudrait mieux procéder par étape pour atteindre les résultats, notamment avec les UGP, plus aptes à les garantir.
- Des indicateurs en matière d'alignement sont discutés:
 - Indicateurs 3 et 7 (Information sur les flux d'aide)
 - Indicateur 4 (soutien coordonné)
 - Indicateur 6 (UGP)

January 23, 2008

13

Harmonisation – Constats (suite)

- L'harmonisation demande un rapprochement des parties prenantes, une intensification du dialogue politique et une plus grande concertation requise entre les PTF et le gouvernement.
- Les PTF attendent d'ailleurs beaucoup de l'implication du gouvernement pour jouer le rôle de coordination qui lui revient.

January 23, 2008

16

Alignement - Recommandations

- S'entendre sur le rythme de la mise en œuvre de la DP et prioriser les éléments de réformes nécessaires;
- Activer et opérationnaliser le dispositif de gestion des marchés publics afin de lever la contrainte principale à l'utilisation des systèmes nationaux;
- Étudier la question de la pertinence du préfinancement dans le contexte de tensions de trésorerie.

January 23, 2008

14

Harmonisation - Recommandations

- Poursuivre le processus de transformation des modes de livraison de l'aide pour adopter les approches fondées sur les programmes telles que définies par le CAD en vue de réduire les coûts de transaction;
- Accélérer l'adoption et la mise en œuvre des documents clés comme l'ACAB, le Plan d'action etc.
- Adapter les procédures et outils de gestion des partenaires au développement qui constituent un obstacle important au respect des engagements;
- Prévoir des ressources dans les activités de mise en œuvre de la DP pour un volet de coordination.

January 23, 2008

17

Harmonisation - Constats

- Les PTF tendent vers l'harmonisation de leurs appuis mais dans la pratique, la plupart hésite encore.
 - Ils préfèrent des montages financiers individualisés, ce qui ampute les bénéfices potentiels des approches programmes et s'apparentent alors aux modes de gestion des projets.
- Les procédures et outils de gestion sont encore très mal adaptés aux nouveaux modes de livraison de l'aide, ce qui s'avère un obstacle important au respect des engagements pour plusieurs PTF.

January 23, 2008

15

Gestion Axée sur les Résultats - Constats

- Le processus national initié par le gouvernement en matière de CDMT est faiblement soutenu. On note aussi une diversité des méthodologies et des expériences menées individuellement par les PTF. Il s'ensuit un dispositif complexe non coordonné.

January 23, 2008

18

LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION DE PARIS AU SÉNÉGAL

LE LANCEMENT DE L'ENQUÊTE 2008 SUR LE SUIVI DE LA DÉCLARATION DE PARIS AU SÉNÉGAL

Présentation par M. Amadou Tidiane DIA, CSPL/PMIEF

Atelier de validation de l'évaluation de la Déclaration de Paris et de lancement de l'Enquête 2008 sur le suivi de la Déclaration de Paris

Jeudi 24 et vendredi 25 janvier 2008

Hôtel Savana / Dakar

2

I. OBJET DE L'ENQUÊTE 2008

Le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris a prévu un ensemble d'activités :

- tenue d'un 3ème Forum de Haut Niveau sur l'Efficacité de l'Aide en 2008, étape intermédiaire avant 2010
- organisation de deux enquêtes de suivi de la DP en 2006 et en 2008 sur l'état des indicateurs de progrès
- réalisation de l'exercice d'évaluation de la DP en 2007
- organisation d'ateliers régionaux ou appui à des initiatives régionales sur les divers continents
- mise en œuvre de la DP au niveau national

Ce *Troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide*, prévu du 2 au 4 septembre 2008 à Accra, réunira divers acteurs du monde entier : ministres, responsables d'organismes de développement et représentants de la société civile

Leur objectif commun : soutien des pays pauvres et des populations défavorisées dans leur combat contre la pauvreté en avec une aide plus transparente, responsable et orientée vers l'obtention de résultats.

**III. ROLE DES ACTEURS DANS LA GESTION DE
L'ENQUETE AU NIVEAU DES PAYS**

3) Organisations de la société civile

Les coordinateurs nationaux sont encouragés à associer les organisations de la société civile aux discussions et réunions organisées dans le cadre de l'enquête 2008. Etant donné qu'elles ne sont pas à l'origine d'apports d'aide publique au développement, ces organisations ne doivent toutefois pas remplir le questionnaire pour les donateurs.

**IV. PRINCIPALES ETAPES ET ECHEANCES : LE
CALENDRIER**

Les principales étapes et échéances ci-après visent à faciliter l'organisation de l'enquête 2008 pour les coordinateurs nationaux. Elles pourront être adaptées à la situation particulière de chaque pays. Nous avons élaboré un calendrier sur cette base.

Gestion Axée sur les Résultats - Recommandations

- Appuyer le processus CDMT.
- Harmoniser les méthodologies GAR en tirant partie des expériences en cours au sein des approches-programmes et projets.
- Organiser le partage des expériences du gouvernement et des PTF

January 23, 2008

19

Capacités - Constats

- Les PTF sont bien informés des engagements de la DP et disposent des capacités nécessaires à la mise en œuvre.
- Il y a une transformation de l'organisation du travail des PTF (décentralisation opérations, nouvelles procédures de transfert des ressources, nouvelles compétences requises, par exemple, expertise orientée vers gestion macroéconomique).
 - cependant la délégation de pouvoir est généralement insuffisante pour faciliter la mise en œuvre de la DP;
- Les structures gouvernementales sont sensibles aux enjeux de la DP et marquent leur adhésion au processus.
 - Elles devraient cependant bénéficier d'une mise à niveau, notamment les structures sectorielles, pour assurer le succès du processus;
- La coordination des actions de renforcement des capacités et la promotion de la concertation sont nécessaires pour donner à la DP une dimension nationale.

Responsabilité mutuelle - Constats

- La responsabilité mutuelle n'est pas seulement à discuter entre les partenaires techniques et financiers (PTF) et le gouvernement.
- Les autres acteurs nationaux doivent participer, notamment dans le cadre des évaluations.

January 23, 2008

20

Capacités - Recommandations

- Procéder à une plus grande décentralisation de la prise de décision des PTF du siège vers les acteurs évoluant sur le terrain;
- Définir et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités aussi bien pour le gouvernement que pour les autres acteurs nationaux;
- Renforcer et institutionnaliser la concertation entre les parties prenantes;

Responsabilité mutuelle - Recommandations

- Développer une dynamique de partage des expériences, de relève des bonnes pratiques aussi bien entre structures du gouvernement qu'entre les PTF pour résoudre les divergences et améliorer la mise en œuvre de la DP.
- Faciliter le contrôle citoyen par le financement public d'évaluations initiées par les autres acteurs nationaux

January 23, 2008

21

Incitatifs - Constats

- Les systèmes d'incitatifs des parties prenantes ne sont pas liés à la mise à œuvre de la DP;
- Les traitements différenciés des Unités de gestion et les systèmes d'incitatifs au sein du gouvernement sont défavorables à la mise en œuvre de la DP.

January 23, 2008

24

Incitatifs - Recommandations

- Procéder à la réévaluation des systèmes de motivation au sein de l'administration et des Unités de projets;
- Analyser la pertinence de la mise en place d'un système d'incitatifs intrinsèque à la DP .

